



## Décision individuelle

N° DI - 2021- 048

<p><b>Pétitionnaire</b> : Métropole Aix Marseille Provence <b>Nature de la demande</b> : Travaux Construction Installation <b>Localisation</b> : Callelongue- MARSEILLE <b>Nature des Travaux</b> : Reconfiguration d'un quai de mise à l'eau de kayak</p>
--

### Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Calanques,

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4, R. 331-18, R.331-19 III, R 331-67 ;

**Vu** le décret n° 2012-507 du 18 avril 2012 modifié créant le Parc national des Calanques et notamment son article 7 II.7. 6° qui prévoit que peuvent être autorisés les travaux "nécessaires à une activité autorisée";

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R. 331-19-1 du code de l'environnement ;

**Vu** la charte du Parc national des Calanques – Volume II fixant les modalités d'application de la réglementation (MARCoeur), notamment ses MARCoeur 11 et 12 ;

**Vu** l'arrêté portant renouvellement des membres du conseil scientifique de l'établissement public du Parc national des Calanques, en date du 30/01/2019;

**Vu** la délibération n° CS-2019-04 du conseil scientifique de l'établissement public du Parc national des Calanques, en date du 18/07/2019, portant délégation de compétence consultative à son Président ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 avril 2013 portant nomination du directeur de l'Établissement public du Parc national des Calanques ;

**Considérant** la demande formulée par la Métropole Aix Marseille Provence en date du 21 janvier 2021

**Considérant** l'avis favorable du président du Conseil scientifique du Parc national des Calanques en date du 10 mars 2021 ;

**Considérant** que ce projet a fait l'objet d'une évaluation des incidences au titre de Natura 2000, qui n'a pas révélé la présence dans la zone considérée d'espèces protégées et d'habitats d'intérêt communautaire ;

**Considérant** que les travaux projetés sont conformes aux dispositions des textes susvisés ;

### DECIDE

#### Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

Dans le cadre de l'autorisation spéciale prévue au 1° du I. de l'article L. 331-4 du code de l'environnement, la Métropole Aix Marseille Provence est autorisée à réaliser des travaux de reconfiguration d'un quai de mise à l'eau de kayak situé dans le cœur du Parc national des Calanques.

## Article 2 : Prescriptions

Toutes les prescriptions énoncées ci-après devront être respectées par la Métropole Aix Marseille Provence et devront être portées à connaissance des entreprises et autres prestataires susceptibles d'être sur le site. Ceux-ci devront adopter un comportement respectueux du milieu naturel en se conformant scrupuleusement à la réglementation du cœur du Parc national des Calanques.

### 1. Suivi du chantier

De manière générale, le pétitionnaire est tenu d'associer le Parc national des Calanques à l'ensemble du suivi de chantier. En particulier :

- Une réunion préparatoire de chantier obligatoire devra être prévue afin de fixer en commun les détails techniques complémentaires de mise en œuvre en présence du ou des représentants du Parc national des Calanques
- Le maître d'ouvrage désignera une personne référente pour assurer la relation avec le Parc durant le chantier jusqu'à la réception finale. Toute demande particulière du maître d'ouvrage devra passer par cet interlocuteur.
- Le pétitionnaire devra prévenir l'Etablissement 7 jours avant le début des travaux à [autorisations@calanques-parcnational.fr](mailto:autorisations@calanques-parcnational.fr);
- L'établissement sera informé par mail à l'adresse pré-citée en cas de dépassement des seuils d'alerte de la turbidité, au même titre que le maître d'ouvrage et la DDTM. Une copie des résultats du suivi quotidien sera également communiquée à l'établissement à l'issue du chantier, afin de favoriser le retour d'expérience sur ces travaux.
- Le pétitionnaire préviendra l'Etablissement de la fin des travaux et une réception de travaux devra avoir lieu en sa présence, celle du chef de secteur du Parc ou de son représentant et du chargé de mission instruction travaux du Parc.

### 2. Organisation et conduite du chantier

#### a. Accès au site

L'acheminement des matériaux, du matériel et des engins de travaux s'effectuera par la route.

#### b. Cheminement des engins et protection des milieux

- La délimitation physique de l'aire de chantier sera déterminée en accord avec le Parc.
- Aucun stockage de matériel ou de matériau, aucune circulation d'engin ne seront admis en dehors de l'aire de chantier délimitée.

#### c. Démarrage du chantier

On procédera à un démarrage progressif de l'utilisation des outils de type marteau piqueur ou mini-pelle avec BRH, pour effectuer une première alerte pour les mammifères marins à proximité.

#### d. Déchets, remise en état des abords

- Les gravats seront soit conditionnés en big bags soit stockés dans une mini-benne, puis seront évacués par la route vers un centre de traitement agréé. Si ces déchets sont évacués par mini-benne, celle-ci devra être couverte pour éviter toute dispersion dans le milieu ;
- Le site, à la clôture des travaux, devra être laissé dans un parfait état de propreté. Tous les déchets devront être évacués ;
- Comme indiqué dans l'annexe aux documents Cerfa, une reconnaissance sous-marine sera effectuée afin de repérer et récupérer les éventuels gravats tombés à l'eau et de s'assurer de l'absence de détérioration des fonds et herbiers.

### 3. Prévention des pollutions

#### a. Zone terrestre

- Tous les véhicules, engins et matériels de chantier à motorisation thermique ou hydraulique devront être équipés d'un kit antipollution qui devra être utilisé obligatoirement en cas de fuite de carburant ou d'huile ou encore de liquide hydraulique. L'utilisation d'huiles biodégradables sera privilégiée
- Toute substance polluante (fuel, huiles, adjuvants, etc.) sera mise dans des containers étanches. Toute manipulation de carburant et d'huile pour alimenter les engins devra se faire avec utilisation d'un tapis absorbant.
- Il sera strictement interdit de fumer, utiliser un réchaud à gaz ou faire du feu sur le chantier.

b. Zone maritime

- Le coffrage du béton prise mer devra être réalisé de manière à éviter tout déversement de laitances dans le milieu marin (étanchéité du dispositif, côte altitudinale au-dessus du niveau des hautes eaux). Celui-ci devra être réalisé lors d'une période météo favorable (mer calme) ;
- L'emplacement de l'ancrage et du mouillage du rideau anti-turbidité s'effectuera en accord avec les représentants de l'établissement. Celui-ci sera mis en place dès le début des travaux ;
- Contrairement à ce qui est indiqué dans le dossier, il existe une espèce d'algue invasive dans la zone de travaux (*Rugulopteryx okamurae*). Il conviendra donc de réaliser ces travaux le plus tôt possible dans la saison, avant la période de prolifération de l'espèce.

4. Insertion paysagère

Le béton sera de teinte et d'aspect identique au quai existant, ainsi que les emmarchements éventuellement créés de part et d'autre de la digue.

**Article 3 : Durée de validité de l'autorisation**

La présente autorisation est délivrée pour la période du 15 mars 2021 au 30 avril 2021.

**Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre du présent arrêté peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement.

**Article 5 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

**Article 6 : Autres obligations**

La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation du Parc national des Calanques et ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire, et autres autorisations nécessaires à la réalisation de ces travaux.

**Article 7 : Publication**

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques (cf. site : [www.calanques-parcnational.fr](http://www.calanques-parcnational.fr)).

À Marseille, le 18 mars 2021,

Le Directeur



François BLAND

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.